

qu'ils renferment deux cents, cent ou seulement cinquante lits.

Les trains-hôpitaux, principalement destinés au transport d'un nombre important de blessés d'un point à un autre, sont, dans chaque cas particulier, constitués selon les besoins, puis envoyés chacun à leur destination sous l'autorité d'un directeur, auquel sont subordonnés le médecin en chef et tout le personnel adjoint au convoi. Le maintien de la discipline des employés subalternes est, s'il le faut, spécialement confié à un surveillant en chef, secondé de sous-chefs.

Les règles à suivre dans le fonctionnement des trains-hôpitaux sont ténorisées en détail dans vingt-six articles, complétés par des formulaires annexés au volume.

Le dernier chapitre du règlement, intitulé : *Dispositions générales*, se compose de six articles complémentaires, dont le plus important rappelle que tout le personnel supérieur et subalterne de l'association, fonctionnant auprès d'une armée en campagne, est soumis à la discipline militaire et passible des peines édictées par le code pénal militaire.

LUXEMBOURG

ADHÉSION A LA CONVENTION DE GENÈVE

*Circulaire adressée aux gouvernements signataires de la
Convention de Genève.*

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Vu la déclaration, datée de Luxembourg le 5 octobre 1888, par laquelle Son Excellence Monsieur le ministre d'Etat, président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, dûment autorisé par son souverain et faisant usage de la faculté réservée à l'article neuf de la Convention internationale conclue à Genève le 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, déclare que le grand-duché de Luxembourg accède à cette convention, déclaration dont la teneur suit :

« Le gouvernement du grand-duché de Luxembourg désirant prendre rang dans la Société internationale de la Croix-Rouge et ayant pris connaissance de la convention conclue à Genève le 22 août 1864 entre la Confédération suisse et plusieurs autres Etats, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, convention dont la teneur suit :

(Inseratur.)

« Le soussigné, ministre d'Etat, président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, dûment autorisé à cet effet par son auguste souverain, déclare par les présentes que le gouvernement du grand-duché de Luxembourg accède complètement à la susdite convention.

« En foi de quoi il a signé le présent acte d'accession et y a apposé le sceau de l'Etat.

« Fait à Luxembourg, le cinquième jour du mois d'octobre de l'an mil huit-cent-quatre-vingt-huit.

« *Le ministre d'Etat président du gouvernement,*
(signé) « EYSCHEN. »

DÉCLARE PAR LES PRÉSENTES :

En vertu de la disposition finale du procès-verbal d'échange des ratifications de la dite convention, signé à Berne le vingt-deux décembre mil huit-cent-soixante-quatre, accepter cette adhésion, tant au nom de la Confédération suisse qu'en celui des autres Etats contractants, auxquels acte en est donné par la présente déclaration.

EN FOI DE QUOI,

Les présentes ont été signées par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munies du sceau du Conseil fédéral à Berne, le dix octobre mil huit-cent-quatre-vingt-huit (10 octobre 1888.)

AU NOM DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le président de la Confédération,
HERTENSTEIN.

Le chancelier de la Confédération,
RINGIER.